Grain de Sable n° 516

1 juin 2005

LA VICTOIRE D'UN PEUPLE DEBOUT ET INFORME

Dans ce numéro

1.- LA VICTOIRE D'UN PEUPLE DEBOUT ET INFORMÉ
Le peuple français vient de dire non au traité constitutionnel. Un non très majoritairement démocratique et européen. Ce faisant, les citoyennes et les citoyens ont d'abord dit non au néolibéralisme, dont le texte soumis à référendum constituait une éloquente défense et illustration. Ce non est en même temps un oui à une Europe indépendante, internationaliste, sociale, écologique et féministe ; un oui à une Europe solidaire : solidaire avec le reste du monde, en premier lieu avec le Sud, et avec les générations futures.
Communiqué du Bureau d'Attac France

2.- UN NON INTERNATIONAL : SOLIDARITE DES ATTAC DU MONDE
Voici un florilège non exhaustif des chaleureuses réactions de solidarité que nous recevons des autres Attac du monde depuis la victoire du NON.

3.- LES 10 EXIGENCES D'ATTAC-FRANCE POUR LE CONSEIL EUROPEEN DES 16 ET 17 JUIN
La victoire du « non » lors du référendum du 29 mai traduit la volonté des citoyens français d'une remise à plat totale de la construction européenne. Les autorités publiques françaises - chef de l'Etat, Premier ministre, gouvernement - doivent respecter la souveraineté populaire. De leur côté les représentants des autres pays de l'Union européenne doivent tenir compte du mandat donné au gouvernement français.
Communiqué du Bureau d'Attac France

4.- APRES LE « NON », HALTE A LA CASSE DU SYSTEME FERROVIAIRE PUBLIC FRANÇAIS !
Les électeurs français viennent de se prononcer contre le projet de traité constitutionnel européen qui leur était proposé. Ils ont réalisé que cette « constitution » visait surtout à pérenniser les politiques néolibérales, donc anti-sociales, menées en Europe depuis 20 ans, sous le « talon de fer » de la concurrence à laquelle était encore et toujours conférée la primauté sur toute autre considération. Il faut maintenant élaborer démocratiquement une nouvelle constitution européenne, qui permette enfin aux peuples de choisir des politiques de solidarité entre individus et entre pays, du Nord comme du Sud, de qualité de la vie quotidienne, de sauvegarde de notre biosphère planétaire, d'égalité réelle entre hommes et femmes, …
Par Philippe Mühlstein, membre du Conseil scientifique d'Attac France



1.- LA VICTOIRE D'UN PEUPLE DEBOUT ET INFORMÉ
Communiqué du Bureau d'Attac

Selon des résultats provisoires, le « non » aurait gagné avec 55 % des voix contre 45 % au « oui ». Les abstentions ne s'élèveraient qu'à 30 %, chiffre le plus bas de toutes les consultations européennes depuis qu'il en existe.

Le peuple français vient de dire non au traité constitutionnel. Un non très majoritairement démocratique et européen. Ce faisant, les citoyennes et les citoyens ont d'abord dit non au néolibéralisme, dont le texte soumis à référendum constituait une éloquente défense et illustration. Ce non est en même temps un oui à une Europe indépendante, internationaliste, sociale, écologique et féministe ; un oui à une Europe solidaire : solidaire avec le reste du monde, en premier lieu avec le Sud, et avec les générations futures.

Mais c'est aussi un oui à la démocratie, honteusement tournée en dérision par une propagande d'Etat agissant de conserve avec un système médiatique dont la quasi totalité des acteurs a fait preuve d'une partialité inouïe et d'une morgue insultante à l'égard des « moutons noirs » qui avaient l'audace de ne pas prendre pour argent comptant les arguments d'autorité assénés par les partis du « oui ». Les citoyennes et les citoyens ont démontré avec leur bulletin de vote qu'ils étaient allergiques au bourrage de crâne. C'est pourquoi cet événement, par sa valeur d'exemple, a une portée historique, aux très importantes répercussions dans le reste de l'Europe et du monde.

Attac rend hommage aux dizaines et dizaines de milliers de citoyens qui se sont dépensés sans compter dans la bataille du référendum: les membres de ses diverses instances, en premier lieu de ses comités locaux ; les membres des collectifs unitaires ; les membres des autres organisations politiques, syndicales et associatives qui se sont mobilisés avec la même détermination ; et aussi les citoyens isolés ou inorganisés qui ont accompli un travail de proximité particulièrement efficace. Chacun, à sa manière, dans une dynamique unitaire a œuvré, pour expliquer autour de lui les enjeux et le contenu du traité, et donc pour assurer la victoire du non. Cette victoire n'appartient à personne : elle est celle d'un peuple debout et informé. Les fêtes de la victoire du NON seront l'occasion de faire le bilan de la campagne et de débattre des perspectives.

Attac exprime sa profonde gratitude à tous les mouvements Attac du monde, en premier lieu à ceux d'Europe, qui, sous de multiples formes, ont fait preuve d'une solidarité sans faille à l'égard du combat de notre association. Les Volontaires européens pour le non français, venus d'une douzaine de pays, et qui ont sillonné la France de meeting en meeting, méritent notre reconnaissance particulière. Démentant par leur présence fraternelle les allégations calomnieuses des partis du oui, ils ont authentifié le sens de l'engagement d'Attac : non pas contre l'Europe, mais pour une autre Europe à construire ensemble. S'est ainsi renforcé un début d'espace public européen appelé à s'élargir. Dans le cadre des Volontaires européens, Attac France se tient évidemment à la disposition des Attac des pays dans lesquels vont être organisés des référendums, à commencer par le Luxembourg, le Portugal et le Danemark, pour les aider dans leur combat.

La victoire du non place tous ses acteurs devant des responsabilités nouvelles : il leur appartient, chacun avec sa spécificité, d'être à la hauteur de l'immense élan populaire qu'ils ont contribué à faire naître.

Pour sa part, Attac France va immédiatement engager, tant en son sein qu'en liaison avec les collectifs auxquels l'association participe, un travail de définition des politiques européennes répondant aux attentes qui se sont exprimées ce 29 mai. Attac France va également proposer aux autres Attac d'Europe la tenue, au début de l'automne, d'une Convention des Attac d'Europe. Cette Convention pourrait déboucher sur une plate-forme européenne commune, à soumettre à chaque gouvernement. Le Forum social européen 2006 à Athènes prend de ce fait une dimension particulière pour Attac, pour les mouvements sociaux et pour les peuples européens.

Le néolibéralisme qui inspire le traité ne s'arrête pas aux frontières de l'Union européenne. Il est également porté, à un niveau encore plus élevé, et avec une particulière virulence, par les organisations internationales : le G-8, le FMI, la

Banque mondiale, l'OCDE et l'OMC. La prise de conscience - grand acquis citoyen du référendum - de la filiation entre les politiques nationales menées en France depuis plus de vingt ans et celles décidées au niveau européen doit maintenant s'étendre au niveau mondial. Deux importants rendez-vous doivent, à cet égard, faire l'objet d'une mobilisation rapide et élargie : la réunion du G-8 en Ecosse en juillet, et celle de l'OMC, à Hongkong en décembre, où la libéralisation supplémentaire de l'agriculture et des services (AGCS) sera à l'ordre du jour. Attac va proposer aux collectifs pour le non français de s'inscrire dans ces deux grands combats, ainsi que dans ceux des taxes internationales, des paradis fiscaux, des OGM et de l'eau, entre autres.

Dans un avenir encore plus immédiat, il nous appartient de répondre au défi, frôlant la provocation, que Tony Blair nous lance en proposant un programme de travail ultralibéral pour la présidence britannique de l'UE du second semestre. Nous devons être nombreux à la manifestation de Bruxelles, les 16 et 17 juin, à l'occasion du dernier Conseil européen de la présidence luxembourgeoise qui passera le relais au fils spirituel de Margaret Thatcher. Il devra donner des signes tangibles que le message des électeurs aura été bien reçu.

Attac demande aux citoyens qui ont voté oui en croyant rapprocher l'heure de l'Europe sociale et combattre le néolibéralisme de se joindre à nous tous pour livrer ces combats. Ils y ont toute leur place.

Attac est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action, et le restera. Les recompositions politiques ne sont pas de son ressort. En revanche, et en particulier dans l'élaboration des alternatives au néolibéralisme, tant au niveau français et européen qu'international, Attac va renforcer son rôle de proposition et d'aiguillon à partir du chantier que l'association va mettre en route, et qui impliquera toutes ses composantes, tous ses adhérents et ses comités locaux.

Attac appelle à l'organisation d'un tour des pays de l'Union. Attac France sillonnera ces pays pour expliquer le NON français, rassembler des forces à l'échelle européenne, mettre au point des alternatives. Attac France appelle toutes les autres organisations à faire de même.

Attac, Paris, 29 mai 2005, 22 h.

2.- UN NON INTERNATIONAL : SOLIDARITE DES ATTAC DU MONDE

COMMUNIQUES OFFICIELS

Attac Allemagne, dimanche 29 mai, 22h22

Attac Allemagne accueille joyeusement le Non français à la Constitution européennne. Renégociations demandées

Un message clair pour une Europe plus sociale

Avec grande joie Attac Allemagne a accueilli le résultat du référendum français sur la constitution européenne. « Le Non français envoie un message clair : Les gens veulent une Europe plus sociale et une fin à la politique néolibérale », a dit Heike Hänsel, l'une des porte- paroles du groupe de travail fédéral sur l'Union Européenne d'Attac Allemagne. « Nous félicitons nos amis français et l'alliance du Non progressive ! » Maintenant, l'on devrait en venir à une réorientation du processus de l'intégration européenne avec participation intensive par les citoyennes et les citoyens. Dans l'UE, déjà pour trop longtemps, les décisions auraient été prises au-dessus des têtes des gens concerné(e)s. « Maintenant, c'est le temps pour plus de démocratie. »

« Nous demandons d'ancrer les droits sociaux d'une façon juridiquement obligatoire, d'accorder un droit plus large d'initiative au Parlement Européen et d'arrêter la militarisation », a dit Stephan Lindner, expert pour l'UE dans le cercle de coordination fédéral d'Attac. En ce qui concerne la renégociation, il ne devrait pas y avoir de tabous à cet égard. L'on devrait aussi concevoir des alternatives au Pacte de Stabilité et de Croissance, à l'orientation sociale et écologique du marché intérieur et aux tâches actuelles de la Banque Centrale Européenne.

Attac souligne son refus de la constitution européenne et demande l'arrêt du processus de ratification. « Si les votes vont continuer dans les autres pays, nous soutiendrons là-aussi les 'campagnes pour le Non', qui s'engagent pour une Europe sociale, démocratique, orientée vers la paix et écologique », a dit Gerold Schwarz, coordinateur de la campagne « Les faces du Non », dans le cadre de laquelle des nombreux activistes d'Attac s'étaient engagé/es dans le pays voisin.

Attac Belgique, dimanche 29 mai, 22h22

Le Non a gagné ! Un signal pour l'Europe politique

Attac Belgique se réjouit de la victoire du Non, en France contre le traité constitutionnel européen.

Attac Belgique félicite les Français et plus particulièrement Attac France du succès de leur campagne. A l'aide d'arguments convaincants et des textes du traité lui-même Attac France a su démontrer le caractère peu démocratique et social de l'Union européenne actuelle et à venir. C'est en connaissance de cause que les Français se sont prononcés clairement contre le néolibéralisme du nouveau traité.

Ce premier vote négatif contre le traité constitutionnel doit être un signal pour les décideurs politiques de l'Union européenne. Désormais, ils devront tenir compte de la volonté des peuples. Les voix du non de gauche étaient explicitement pro-européennes. L'Europe des diplomates libéraux qui veulent faire de la concurrence le principe social dominant est refusée. Il ne s'agit pas d,un vote nationaliste, mais de la traduction d'un réel malaise social. Ce Non, peut préserver l'Europe d'une perte progressive mais sûre de sa cohésion sociale. Il convient maintenant de répondre à ce malaise social persistant et à l'écart qui grandit entre les peuples et les institutions.

Nous demandons qu'en Belgique le processus de ratification soit interrompu pour laisser le temps à un débat mieux informé sur la question.

Enfin, pour Attac Belgique, il ne s'agit pas d'apporter des corrections de détail mais d'assurer le contrôle démocratique réel des décisions prises au niveau européen. Nous devons réfléchir ensemble sur l'Europe que nous voulons, une Europe pacifique, démocratique, sociale et solidaire. Pour nous, cela signifie une Union européenne sans dumping social et fiscal, qui garantit l'existence de services publics et où toutes les institutions fonctionnent et sont contrôlées de façon démocratique. Cette Union a besoin d'un budget suffisamment important pour manifester une solidarité avec les pays d'Europe centrale. Nous voulons une Europe qui s'efforce de changer la mondialisation, dans l'intérêt de tous et en particulier du tiers-monde. Nous voulons une Europe résolument engagée en faveur de la paix.

Pour Attac Belgique, ce non n'est pas la fin mais le début d'un débat démocratique sur l'Europe politique.

Nous regrettons une fois encore qu'en Belgique certains partis politiques se soient opposés à une consultation populaire.

Une autre Europe est possible,

Attac Italie, lundi 30 mai, 12h04

REFERENDUM IN FRANCIA : HA VINTO L'EUROPA SOCIALE, BATTUTA D'ARRESTO DECISIVA PER LE POLITICHE NEOLIBERISTE !

Attac Italia saluta il risultato del referendum francese sul Trattato Costituzionale.

Con il 70% dei votanti e il 55% di NO, il popolo francese pone un decisivo STOP ad un processo costituzionale europeo a-democratico, monetario e mercantilista e obbliga a un totale ripensamento dei fondamenti su cui va costruita l'Unione Europea.

Il NO francese è un granello di sabbia in grado di inceppare l'Europa neoliberista dei Trattati di Cardiff, Amsterdam e Maastricht ; è un NO all l'Europa della guerra e della libera circolazione dei capitali finanziari ; è un NO all 'Europa della Direttiva Bolkestein e della Direttiva sull'orario di lavoro che deregolamentano i diritti del lavoro e privatizzano i servizi pubblici ; è un NO all,Europa-fortezza delle politiche di sicurezza e della precarizzazione della vita e delle relazioni sociali.

Attac France, insieme alla rete degli Attac d'Europa, è stata in prima fila nella campagna che ha portato alla vittoria del NO. A loro va oggi il nostro abbraccio.

Ha vinto l'Europa sociale, hanno perso i cantori del pensiero unico del mercato.
Ora con più forza potremo chiedere il ripudio della guerra e il ritiro delle truppe dall'Iraq. Ora con più forza ci batteremo per il ritiro della Direttiva Bolkestein e per l'abbandono dei negoziati Gats.

Ora con più forza chiederemo il controllo dei capitali e l'istituzione della Tobin Tax.
Un'altra Europa è possibile. Un,Europa sociale e di pace. Oggi possiamo dirlo con la fiducia nel cuore.

Attac Luxembourg, lundi 30 mai, 14h12

Un NON français populaire, démocratique et européen

Le peuple français vient de dire non au traité constitutionnel. Un non très majoritairement populaire, démocratique et européen. Ce faisant, les citoyennes et les citoyens ont d'abord dit non au néolibéralisme, dont le texte soumis à référendum constituait une éloquente défense et illustration. Ce non est en même temps un oui à une Europe indépendante, internationaliste, sociale, écologique et féministe ; un oui à une Europe solidaire : solidaire avec le reste du monde, en premier lieu avec le Sud, et avec les générations futures.

Mais c'est aussi un oui à la démocratie, honteusement tournée en dérision par une propagande d'Etat agissant de conserve avec un système médiatique dont la quasi totalité des acteurs a fait preuve d'une partialité inouïe et d'une morgue insultante à l'égard des « moutons noirs » qui avaient l'audace de ne pas prendre pour argent comptant les arguments d'autorité assénés par les partis du « oui ». Les citoyennes et les citoyens ont démontré avec leur bulletin de vote qu'ils étaient allergiques au bourrage de crâne. C'est pourquoi cet événement, par sa valeur d'exemple, a une portée historique, aux très importantes répercussions dans le reste de l'Europe et du monde.

Attac Luxembourg se félicite de ce résultat et rend hommage aux dizaines de milliers de citoyens qui se sont dépensés sans compter dans la bataille du référendum en France : les membres de ses diverses instances en France, en premier lieu des comités locaux d'Attac ; les membres des collectifs unitaires ; les membres des autres organisations politiques, syndicales et associatives qui se sont mobilisés avec la même détermination ; et aussi les citoyens isolés ou inorganisés qui ont accompli un travail de proximité particulièrement efficace. Chacun, à sa manière, dans une dynamique unitaire a œuvré, pour expliquer autour de lui les enjeux et le contenu du traité, et donc pour assurer la victoire du non. Cette victoire n'appartient à personne : elle est celle d'un peuple debout et informé.

En continuant son travail d'éducation populaire tourné vers l'action, Attac Luxembourg, va de concert avec toutes les composantes politiques, syndicales et associatives luxembourgeoises engagées pour un non de gauche continuer à informer les citoyens du Grand-Duché sur la nature réelle de ce traité dans la perspective du référendum du 10 juillet prochain. Attac Luxembourg appelle d'ores et déjà à manifester avec les Attac européens à Bruxelles, les 16 et 17 juin, à l'occasion du dernier Conseil européen de la présidence luxembourgeoise.

Attac Hongrie, lundi 30 mai, 15h20

NO TO THIS CONSTITUTION, BUT YES TO A SOCIALLY JUST, DEMOCRATIC AND PEACEFUL EUROPE !

It is a great success of the progressive forces of the society that majority of the French voters said NO TO THE EU CONSTITUTION ! There was a wide coalition formed in France for the interest of the workers, the common people. Civil movements and ATTAC France have played a significant role in this victory.

It is untrue that those who voted NO are against Europe, but it is true that they are opposing THIS CONSTITUTION because :
- In harmony with the present suerior strength of capital the neoliberal policy is placed on constitutional level and concreted (Chapter III.) ;
- thus narrowing down the social and trade union rights, opening up a wide space to dismantle the welfare system and the public services (Chapter II.) ;
- envisages the militarisation of Europe (Chapter I.) ;
- does not defend firmly either the ecological equilibrium of Europe or our environment or our health ;
- does not put an end to the present European democratic deficit and both the representative and the participatory democracy remains weak ;

- it is of closed system, not open to realize a socially juster and more democratic Europe.

We are condemning that the EU Constitution draft has been made ratified in the Hungarian Parliament by the politicians being in the service of the economic power without any real social debate, wihout asking the people.

Congratulations to the French ATTAC movement as well as to the civil organisations and parties taken part in the "Constitution NO" campaign !

Taking the slogan of the World Social Forum we proclaim : Another Europe, another European Constitution, another World are possible !

Attac Suisse, lundi 30 mai, 22h20

REFERENDUM FRANCAIS SUR LA «CONSTITUTION» EUROPENNE, UNE VICTOIRE POUR LES PEUPLES

Les électrices et électeurs français-e-s ont eu le courage d'affirmer haut et fort leur désaccord avec le Traité constitutionnel. Attac-Suisse les remercie pour cette leçon de démocratie et soutient ce NON. Un grand merci également à Attac-France dont l'effort, (à travers les débats et les discussions publiques) a contribué à donner les moyens à la population de se faire une opinion et de voter en toute connaissance de cause.

La campagne pour le OUI a utilisé toutes sortes d'arguments. On a essayé d'identifier le NON à un vote anti-européen, de repli sur soi, xénophobe et raciste. On a affirmé que la victoire du NON aurait conduit à la catastrophe, mais on sait que la "Constitution" ne serait pas entrée en vigueur avant 2009 et que l'Union fonctionne et continuera de fonctionner avec les traités existants. On a dit que la "Constitution" aurait rendu l'Union plus démocratique mais le Parlement Européen, seule institution dont les membres sont élu-e-s au suffrage universel, a des pouvoirs très limités. La faiblesse de ces arguments est la preuve de la distance entre celles et ceux qui dirigent la construction européenne et les citoyen-ne-s.

Le mouvement pour le NON a eu une dimension européenne, grâce au soutien de militant-e-s en provenance de nombreux pays d'Europe, dont la Suisse, et a permis l'instauration d'un véritable débat démocratique.

Le soutien d'attac Suisse va au-delà d'une prise position solidaire avec Attac-France. Même si une adhésion formelle de la Suisse à l'UE n'est pas à l'ordre du jour pour l'instant, les politiques économiques et sociales suisses sont intimement liées à la construction néolibérale de l'UE. Par peur de « perdre notre compétitivité » face aux « concurrents » européens, la plupart des mesures de libéralisation prises par l'UE sont adaptées en Suisse sous pression des milieux économiques et financiers. Preuve en sont aussi les accords bilatéraux qui privilégient la défense du secret bancaire au détriment des droits des salarié-e-s et des immigré-e-s. La deuxième université d'été d'attac suisse qui aura lieu du 15 au 18 septembre 2005 aux Rasses près d'Yverdon, aura pour thème principal "Quelle Suisse dans quelle Europe ?". Nous tenterons, avec de nombreux intervenants suisses et européens, de faire le point sur les politiques néolibérales de l'Union européenne, les rapports de la Suisse avec celles-ci et les possibles alternatives de construction d'une Europe sociale et solidaire. Afin de mieux saisir les enjeux actuels dans des secteurs tels que l'agriculture, le commerce, la politique fiscale, les services publics, la sécurité sociale et le marché du travail.

Le résultat du 29 mai, nous offre la possibilité de nous rapprocher de cette Europe sociale et solidaire et de changer d'orientation après 20 ans de suprematie néoliberale. Le contenu de la soi-disant "Constitution Européenne" a été clairement rejeté par les citoyen-n-es français-e-s. Le modèle de societé que le traité propose, basé sur la "concurrence libre et non faussée" et la "libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux" ne jouit plus de l'approbation des citoyen-ne-s, et celles et ceux qui veulent laisser au seul marché le rôle de modeler la societé doivent désormais se résigner à essuyer des revers.

MESSAGES PERSONNELS

Attac Fribourg, dimanche 29 mai, 22h08

Félicitations, merci et bravo à toutes les militantes et tous les militants de base des groupes locaux d'Attac France !
Nous allons fêter ça ! Attac fribourg (Suisse)

Andréa Duffour
____

Attac Norvège, dimanche 29 mai , 22h27

Congratulations !

We are impressed by what you have achieved.
Thank you for your great contribution to this victory.
Neo-liberalism and the Europe of the economic and political elites has by this suffered an important defeat.
We celebrate with you !

All the best
Asbjørn Wahl
Attac Norway
____

Attac Allemagne, dimanche 29 mai , 22h40

I barely can believe this wonderful news...
Congratulations
Angelika Shams
(member of the steering comitee of Attac Germany)
____

Attac Autriche, dimanche 29 mai , 22h43

Je vous aime ! ! ! ! ! ! ! !
Merci pour votre travail et félicitations à nous tous !

Amicalement, un Hermann qui ne peut arrêter de sourire...

Hermann Brunnhofer
____

Attac Allemagne, dimanche 29 mai, 23h13

Great job ! Thanks, France !

Greetings,
Stephan Linder
____

Attac Pays-Bas, dimanche 29 mai , 23h14

Nos félicitations cordiales à vous tous et de bonne chance pour la suite !

Theo Ruyter/Attac-PB
____

Attac Espagne, dimanche 29 mai , 23h26

Felicidades por ese gran triunfo francés con importantes consecuencias para todo el movimiento altermundialista europeo.

Te agradecería que transmitieses nuestra enhorabuena de parte de Attac Madrid y de Attac España a todos los compañeros de Attac France por esa excelente campaña que habéis realizado.

Un abrazo.
Ricardo
____

Attac Porto Alegre, lundi 30 mai, 0h03

Enviamos nossas calorosas saudações @s companhei@s do ATTAC França por ser instrumento da vitória da dignidade, da esperança e da afirmação da vontade do povo francês contra o neoliberalismo ! Nós celebramos com vocês a alegria da luta transformada em conquista e agradecemos firmemente por nos darem o doce sabor de ver o capital ao menos ficar nervoso.
Um forte abraço !

Movimento ATTAC Porto Alegre
Uma outra europa é possível, e uma outra América Latina também !

____

Attac Italie, lundi 30 mai, 0h58

Un dolce abbraccio ai compagni di Attac France per questo importantissimo risultato ! Un'altra Europa è possibile. Ora possiamo dirlo con la fiducia nel cuore.
Marco Bersani
Attac Italia
____

Attac Suède, lundi 30 mai, 1h21

Congratualtions from Sweden too ! ! ! I'm so sorry I couldn't be at la Bastille with with you among all the flags, I had to drink my

french champagne in front of all the sad swedish journalists and politicians at TV.

BUT WE f-ing WANN !
Hooray Democracy, hooray french debate, hooray Attac ! ! ! ! ! ! !
Sanna Lundberg, Malmö

____

Attac Autriche, lundi 30 mai, 3h47

Dear friends in attac france,

Also from Attac Austria congratulations and many, many, many thanks to all you in France for the work you have done to make this possible.
it will be a pleasure to continue building our joint european work and another europe having this victory now as a new starting point.
Merci encore
Alexandra Strickner

____

Attac Espagne, lundi 30 mai, 9h24

PARA ATTAC-FRANCIA :

¡FELICIDADES !. Desde Attac-España queremos trasladaros nuestra solidaridad y reconocimiento por esta PRIMERA VICTORIA HACIA OTRA EUROPA, HACIA OTRO MUNDO.

SALUD.
Luis Edo Martín
Coordinador General de Attac-España

____

Attac Vlaanderen, lundi 30 mai, 11h30

Dear friends of Attac France,

First of all congratulations and our thanks for the contribution of Attac France to the great victory of the progressive and anti-neoliberal "No-vote" in France. An example for the rest of Europa.
It is a great victory for the french people, for democracy and for the Attac movement. After a time of celebration we can build a stronger Attac Europe movement than ever.

Eric Goeman
Attac Vlaanderen

____

Attac Hongrie, lundi 30 mai, 11h39

Dear Friends, Dear ALL,

Please find pasted below and in attachment the PRESSRELEASE OF ATTAC HUNGARY. Congratulations to ATTACs ! ! !

Best regards,

Matyas Benyik
Attac Hungary

____

Attac Pologne, lundi 30 mai, 11h58

Dear friends

Yesterday, for the support Attac France, Attac Poland organized pickets in Warsaw, Katowicach, Wroclaw and Kielce - now link to Katowice and Kielce
http://www.attac.pl/?lg=pl&kat=&dzial=22&typ=2&id=1907
http://www.attac.pl/?lg=pl&kat=&dzial=22&typ=2&id=1908
after that I will add from other cities, and in Olsztynie - as the only place in the country, in the radio took place the stormy discussion of the vote against the constitution, with our friend, Ryszard Pratkowski with Attac Olsztyn. I mark, because media in Poland ignore us, and make believe that against the constitution votes only the right.

Piotr Kawiorski
Biuro ATTAC Poland

____

Attac Italie, lundi 30 mai, 15h19

Dear all, exspecially from France,

We from Attac Italy are all very happy of the victory in the referendum in France and we are grateful with Attac France for all the successful work done !

Seeing this also as a 'next step' on a joint european work against neoliberalism.

So...
CONGRATULATIONS from Italy
Ciao
Massimo

3.- LES 10 EXIGENCES D'ATTAC-FRANCE POUR LE CONSEIL EUROPEEN DES 16 ET 17 JUIN

La victoire du « non » lors du référendum du 29 mai traduit la volonté des citoyens français d'une remise à plat totale de la construction européenne. Les autorités publiques françaises - chef de l'Etat, Premier ministre, gouvernement - doivent respecter la souveraineté populaire. De leur côté les représentants des autres pays de l'Union européenne doivent tenir compte du mandat donné au gouvernement français.

Une occasion leur est donnée lors du Conseil européen qui se tiendra à Bruxelles les 16 et 17 juin. Ce Conseil devra donner des signes tangibles que le message du peuple français a été entendu.

C'est la raison pour laquelle Attac-France a proposé d'organiser une délégation des premiers responsables des organisations politiques, syndicales et associatives qui ont appelé au rejet du traité constitutionnel européen au titre d'une Europe sociale, internationaliste, solidaire, féministe, écologiste et démocratique. Elle pourrait se rendre à Bruxelles le 16 juin en fin de matinée et demander à être reçue par le Conseil afin de présenter les exigences qui se sont exprimées lors du référendum. Une conférence de presse pourrait être organisée sur place à 12h00.

Par ailleurs, Attac-France a demandé une audience, avec les organisations qui le souhaiteront, au nouveau Premier ministre, M. de Villepin, pour préparer la réunion de ce Conseil.

Sans attendre les nécessaires renégociations, Attac-France propose dix mesures immédiates qui permettraient au Conseil européen de démontrer une volonté de concilier la construction européenne avec les attentes exprimées par les peuples européens.

1.- Demande du Conseil à la Commission de retirer toutes les directives européennes de libéralisation en cours (notamment les directives Bolkestein, sur le temps de travail, sur les aides publiques aux entreprises, sur les transports ferroviaires…).

2.- Réunion d'urgence de l'Eurogroupe pour exiger une modification substantielle de la politique monétaire par la baisse des taux d'intérêt et la recherche d'une parité de change entre le dollar et l'euro plus favorable à ce dernier.

3.- Engagement de procéder à un nouvel assouplissement du pacte de stabilité.

4.- Augmentation substantielle du budget européen et des fonds structurels à destination des pays nouveaux entrants, seul moyen de les aider dans leur développement au lieu d'encourager le dumping social et fiscal et les délocalisations.

5.- Organisation d'une relance économique européenne, y compris par l'emprunt, fondée sur des investissements dans les infrastructures publiques contribuant à améliorer l'environnement, les transports ferroviaires, l'éducation, la santé…, et visant à la création d'emplois.

6.- Accroissement de l'aide publique au développement à 0,7 % du PIB des Etats membres de l'Union, implication plus forte dans les objectifs du millénaire et annulation de la dette des pays pauvres.

7.- Moratoire sur les négociations de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS).

8.- Mise en place de groupes ad hoc visant à préparer des mesures pour mettre fin aux paradis fiscaux et pour promouvoir les taxes globales.

9.- Retrait immédiat d'Irak des troupes de pays membres de l'Union.

10.- Remise à plat de l' « agenda » de Lisbonne (Conseil européen des 23 et 24 mars 2000) et de l'agenda social 2005-2010.(1)

(1) Il a été décidé à Lisbonne de « moderniser les systèmes de sécurité sociale et d'éducation », et chacun sait ce que cela signifie dans le langage bruxellois ; d'accélérer « les réformes structurelles pour renforcer la compétitivité et l'innovation et par l'achèvement du marché intérieur » ; de « pleinement intégrer et libéraliser les marchés des télécommunications » ; de « définir une stratégie pour l'élimination des entraves aux services » (AGCS) ; d' « accélérer la libéralisation dans des secteurs tels que le gaz, l'électricité, les services postaux et les transports, l'espace aérien » ; de « faciliter la participation constructive de tous les investisseurs à un marché intégré en supprimant les obstacles à l'investissement dans les fonds de pension » ; de « réduire la pression fiscale qui pèse sur le travail, notamment sur le travail peu qualifié et faiblement rémunéré, améliorer les effets d'incitation en faveur de l'emploi et de la formation des régimes d'imposition et d'allocations ».

Montreuil, le 31/05/2005

4.- APRES LE « NON », HALTE A LA CASSE DU SYSTEME FERROVIAIRE PUBLIC FRANÇAIS !
Les électeurs français viennent de se prononcer contre le projet de traité constitutionnel européen qui leur était proposé. Ils ont réalisé que cette « constitution » visait surtout à pérenniser les politiques néolibérales, donc anti-sociales, menées en Europe depuis 20 ans, sous le « talon de fer » de la concurrence à laquelle était encore et toujours conférée la primauté sur toute autre considération. Il faut maintenant élaborer démocratiquement une nouvelle constitution européenne, qui permette enfin aux peuples de choisir des politiques de solidarité entre individus et entre pays, du Nord comme du Sud, de qualité de la vie quotidienne, de sauvegarde de notre biosphère planétaire, d'égalité réelle entre hommes et femmes, …
Sans attendre le lancement du processus, le gouvernement français et les instances européennes, chacun pour ce qui les concerne, doivent sans délai prendre acte officiellement de ce à quoi le peuple français vient de dire « Non » !

Sans l'ombre d'un doute, c'est un « Non » social qui vient de s'exprimer dans les urnes et pas un « Non » anti-européen de repli, comme ont tenté en vain de le faire croire les tenants du « Oui ».
Les citoyens attendent la preuve que les instances dirigeantes européennes et nationales savent encore ce que signifie le mot « démocratie ». Face à la demande positive de construction d'une Europe sociale qui s'est exprimée, la meilleure façon de fournir cette preuve consiste à mettre un coup d'arrêt à la politique de démantèlement et de privatisation des services publics qui sévit depuis tant d'années. La vocation première des services publics est en effet, précisément, d'être les vecteurs privilégiés de la politique d'égalité, de solidarité et de protection de l'environnement que les français viennent d'exiger par leur vote.

Dans le domaine particulier du transport et du service public ferroviaires, il est urgent de mettre fin à la casse avant de reconstruire. Cette urgence découle, d'une part, du rôle que peut et doit jouer le rail dans l'instauration d'un véritable droit au transport et, d'autre part, des atouts éminents du train en matière d'efficacité énergétique et de modération des rejets atmosphériques polluants, qu'il s'agisse des pollutions locales ou des gaz à effet de serre.

Stopper la dynamique de casse, c'est d'abord annuler purement et simplement les projets de textes législatifs et réglementaires européens qui visaient à la poursuivre et que le « Non » français a rendus totalement illégitimes. Cette exigence surprendra d'autant moins les auteurs et les partisans désavoués du traité constitutionnel, au sein du gouvernement ou ailleurs, qu'ils avaient obtenu de la Commission de Bruxelles que ces textes soient mis en attente – vulgairement, « planqués sous le tapis » – jusqu'après le référendum français, sachant bien ce qu'ils visaient et ce qu'en pensait la majorité de l'électorat. Cela a été le cas du projet bien connu de « directive Bolkestein » mais aussi, dans le domaine ferroviaire, de deux autres projets de textes européens.

Il s'agit tout d'abord du « Projet de règlement du Conseil et du Parlement européen relatif aux services publics de transports de voyageurs par chemin de fer et par route », qui devait rendre obligatoire la mise en concurrence de la SNCF et de la RATP avec des transporteurs privés, à l'occasion du prochain renouvellement des conventions en cours avec les Conseils régionaux, pour les services TER en province et les trains de banlieue, RER, métros et autobus en Île-de-France. Ce règlement correspondrait, pour ces services, à la mise en place forcée de l'organisation en vigueur pour l'ensemble des chemins de fer britanniques depuis la privatisation de 1994 avec, potentiellement, les mêmes résultats désastreux en termes d'accidents et d'augmentation des tarifs, sans oublier la suppression probable de milliers de postes de cheminots, dans les secteurs de la conduite et de l'accompagnement des trains, ainsi que dans les ateliers d'entretien du matériel roulant TER.
Ce projet de règlement est illégitime ; il doit être annulé !

Le second ensemble d'ukases néo-libérales temporairement gelé constitue ce qu'il est convenu d'appeler le troisième « paquet ferroviaire », projet constitué de deux directives et de deux règlements qui vise notamment à ouvrir à la concurrence, d'ici 2009, le transport ferroviaire international de voyageurs en attendant – nul n'a de doute à ce sujet – d'ouvrir à la concurrence l'ensemble des trafics intérieurs de grandes

lignes. Cette opération a déjà été réalisée pour le fret par les premier et deuxième « paquets ferroviaires », en commençant là aussi par l'international pour aboutir, en 2006, à l'ouverture totale. Au passage, signalons que le premier train de fret international privé – qui devait être mis en circulation au mois de mai 2005 sur le réseau ferroviaire français par la société Connex, filiale de Véolia (ex-Vivendi) – a été, comme par hasard, convié à patienter jusqu'à la mi-juin, après le référendum… La libéralisation du fret ferroviaire en Europe, plus ou moins avancée selon les pays, n'a abouti nulle part à le développer et à lui permettre de reprendre des flux à la route ; au contraire, les trafics ferroviaires ont globalement baissé et ceux qu'assurent des transporteurs privés proviennent d'un simple transfert de trafics existants qui étaient assurés par les établissements publics historiques. Par contre, les conséquences ont été violentes en matière de baisse des effectifs cheminots dans ces établissements et de *dumping* social sous la menace. N'était-ce pas ce que visait la libéralisation ferroviaire ?
Le troisième « paquet ferroviaire » est illégitime ; il doit lui aussi être annulé !

Il ne s'agit là que de mesures d'urgence, car c'est toute la logique qui a présidé à la libéralisation ferroviaire depuis plus de 15 ans qui doit être remise en cause. Après la victoire du « Non » en France, il convient de substituer à la logique concurrentielle des anciens traités une logique nouvelle, fondée sur la coopération entre réseaux ferroviaires européens, sur des investissements d'infrastructures publiques de transports en commun financées par des fonds communautaires et sur un projet de service public européen de chemins de fer qui réponde aux besoins de ses usagers sans imposer le *dumping* social à ses personnels.

La séparation entre infrastructure et exploitation ferroviaires imposée par la Commission européenne ne visait qu'à permettre la mise en concurrence des établissements publics. A l'expérience, ses conséquences ont été négatives pour l'efficacité et le développement du service public ferroviaire. C'est particulièrement vrai en France, où la contre-réforme ferroviaire de février 1997 est allée au-delà du minimum nécessaire pour respecter les directives européennes déjà en vigueur concernant le rail. Le choix national de la séparation institutionnelle a conduit a créer Réseau ferré de France (RFF), entité irresponsable vis-à-vis des usagers du train, pur et simple instrument de marchandisation du réseau moyennant des péages, d'ouverture du rail à la concurrence, de mise sous pression des cheminots et de baisse de l'entretien des voies, comme l'attestent les 1000 kilomètres de ralentissements des vitesses imposées sur le réseau pour maintenir la sécurité des circulations.
Le dispositif mis en place en France, en brisant l'unité de stratégie et d'action du système ferroviaire public national, obère son efficacité et son développement au service de l'intérêt public. Il conduit la SNCF à se comporter toujours plus comme une entreprise privée, soucieuse seulement de rentabilité et aucunement des besoins des populations, comme le montrent la disparition progressive des trains Corail et le recul du fret ferroviaire sur un « noyau rentable », en préalable à sa privatisation.
Ce dispositif doit être abrogé afin de reconstruire l'unité perdue et un établissement public intégré doit être mis en place, ce qui est possible tout en respectant la législation européenne encore provisoirement en vigueur. Ultérieurement, cette législation régressive et inefficace pour les populations européennes sera vraisemblablement remplacée, à l'issue du débat public constituant, par une véritable politique coopérative des transports, qui prendra pleinement en charge les dimensions sociales et écologiques, sacrifiées jusqu'ici sur l'autel d'intérêts purement mercantiles.

Dans le domaine du transport ferroviaire comme ailleurs, les forces sociales seront vigilantes pour s'assurer que le résultat du référendum sur le traité constitutionnel va se traduire en réorientations des politiques antérieures. En 1877, Gambetta, qui n'était pas un révolutionnaire mais seulement un républicain, avait ainsi apostrophé le monarchiste Mac Mahon : *« Lorsque le peuple a fait entendre sa voix souveraine, il faut se soumettre ou se démettre ! »* Cela ne serait-il plus vrai au 21ème siècle ?

Par Philippe Mühlstein, membre du Conseil scientifique d'Attac France